



La rentrée 2020 s'est déroulée dans des conditions absolument désastreuses. Ce n'était pas assez de devoir faire face à une crise sanitaire inédite avec les moyens du bord, sans consignes claires et avec un protocole minimaliste laissant chacun se débrouiller dans son coin ?

Non, il a fallu faire face également à de nombreuses fermetures de classe décidées à la rentrée : effectifs surchargés, équipes chamboulées, structures à revoir, et tant pis pour le travail effectué par les collègues, l'énergie, le temps investi, le matériel acheté... Tant pis pour les élèves que l'on changera de classe à la mi-septembre...

Cette rentrée, cela aura été des conditions d'attributions de postes chaotiques : binômes d'EFS constitués par erreur, berceaux d'EFS attribués au dernier moment, avec parfois injonctions aux équipes de changer l'attribution des classes pour éviter que ceux-celles-ci se retrouvent sur des CP ou CM2, postes non pourvus dans les écoles, compléments de services non attribués...

Quel mépris pour le travail des enseignant-es !

Alors que nous avons besoin de temps, de sérénité pour nous consacrer à des élèves fragilisés-es par l'interruption de l'école l'année dernière, les écoles se retrouvent à devoir batailler pour obtenir, là un-e enseignant-e, ici à courir derrière les parents en vue du comptage de rentrée pour éviter une fermeture... Sans parler des écoles dont les locaux sont inadaptés aux impératifs sanitaires !

Nous n'avons toujours pas obtenu la moindre réponse quant à notre exigence d'un plan d'urgence pour le Val-de-Marne, dont la situation actuelle révèle pourtant la nécessité ! Nous sommes bien loin, ne serait-ce que des promesses ministérielles affichées : où sont les 24 en GS et CP en zone banale dans notre département ? Tout ce qui sera mis à disposition des enseignant-es, ce seront de lourdes et inutiles évaluations nationales en CP-CE1, et « outils de positionnement » sur les autres niveaux.

Et nous devrions encaisser tout cela en subissant la langue de bois lénifiante de notre ministre qui aura passé son été à se pavaner dans les médias et les réseaux sociaux au lieu de mettre toute son énergie à réussir cette rentrée ? **Inacceptable !**

Pour sortir de cette situation, il faut :

- ***En finir avec la loi Dussopt*** mise en place cette année qui remet en cause le rôle des élus dans les attributions des postes, et qui impose une gestion aveugle aux intérêts des écoles, des élèves et des personnels ; nous exigeons le retour des instances de concertation avec un calendrier clair ! Mme la DASEN a le pouvoir de les remettre en place !
- ***Accorder les ouvertures et les annulations de fermetures nécessaires*** aux écoles sans attendre le 17 septembre, date de CTSD bien trop tardive.
- ***Des moyens supplémentaires :*** nous réaffirmons notre exigence d'un plan d'urgence permettant l'affectation de maîtres-ses supplémentaires dans les écoles, la création de postes RASED, d'UPEA fixes et d'ULIS à hauteur des besoins afin de renforcer l'accompagnement des élèves les plus fragiles, l'embauche d'AESH, de personnels administratifs et d'infirmières scolaires.
- ***Des consignes sanitaires claires*** transmises à tous les personnels, réalisables dans toutes les écoles.

Nous appelons l'ensemble des collègues et des écoles à se rassembler

Mercredi 9 septembre à 17h30 devant l'Inspection Académique de Créteil